

La grève sociale et Québec solidaire, la CLASSE et le reste.

Le texte de Marc Bonhomme (« Promouvoir la grève sociale contre les politiques néolibérales sur horizon d'indépendance à gauche ») a le mérite de nous réveiller de la torpeur estivale où l'histoire du Québec semble s'être figée, dans l'attente du verdict des urnes et de la reprise de la répression contre les étudiants. Il aborde de front le problème posé par la stratégie de la CLASSE, grève sociale ou participation aux élections. Ceci dit, je ne suis pas d'accord, mais pas du tout, avec l'analyse proposée, même si je partage sa prémisse : une révolution est nécessaire, le système capitaliste conduit l'humanité à un mur. Pas besoin d'invoquer les mânes du Bonhomme Marx ou de Bakounine pour le dire, il suffit de pousser un peu plus loin ce que bien des gens simples constatent : au train où vont les choses, la course effrénée au profit et l'exploitation de la planète, nos descendants finiront par crever la gueule ouverte par manque d'air, d'eau et de nourriture.

1) La position de Marc Bonhomme

Ce qui ressort des 14 pages du document, c'est que Québec solidaire devrait adopter la stratégie de la CLASSE, c'est-à-dire faire de la grève générale illimitée la base de son action et faire de la révolution anticapitaliste la base de son programme. L'auteur accuse la direction de QS et ses deux porte-paroles de « dérive social-libérale ». Il lance donc un appel aux forces dites anticapitalistes au sein de QS pour renverser la vapeur et transformer cette organisation en un véritable parti révolutionnaire. Wow !...

2) L'injure politique au XXI^e siècle

À la belle époque des léninistes-staliniens-trotskyistes-maoïstes et autres avant-gardistes supposément dépositaires de la vérité révolutionnaire, on aurait dit social-traître, renégat, petit bourgeois, révisionniste, voire rat visqueux ou vipère lubrique. Aujourd'hui, l'auteur du texte se campe en authentique révolutionnaire face à ses adversaires avec un peu plus de retenue. Les ultimes suppôts du capitalisme ne seront pas exécutés d'une balle dans la nuque, ce ne sont que des « sociaux-libéraux ». Je suppose que « sociaux » veut dire que les tenants de cette ligne se contentent de vouloir réformer la société, tandis que « libéral » constitue l'injure suprême, l'amalgame avec les Libéraux de Jean Charest, voire la compromission avec l'ennemi ultime, le néolibéralisme. Amir Khadir et Françoise David sont-ils des libéraux ? Si libéral veut dire défenseur des libertés fondamentales (liberté d'expression, d'association, de grève, de croyance, d'orientation sexuelle, etc.) face aux dictatures et aux fondamentalismes, j'ose espérer qu'à Québec solidaire, nous sommes tous des libéraux. Si le mot veut dire laisser faire la main invisible du marché et la libre exploitation d'autrui, je suis convaincu qu'aucun d'entre nous n'est libéral. Enfin, si libéral veut dire contre-révolutionnaire, alors là, seul l'art de la divination pourra nous révéler qui fera la révolution et qui ne la fera pas. Car au cours de l'histoire bien des théoriciens de la révolution et avant-gardistes autoproclamés se sont révélés de piètres couards, voire des vire-capot, lorsque l'heure du changement est arrivée. En matière de révolution, qu'on soit sur la place Tahrir ou dans la Sierra Maestra, c'est un peu comme devant une maison incendiée, il est impossible de prédire avant l'événement qui foncera dans les flammes pour sauver les enfants, qui restera bêtement à regarder sur le trottoir ou qui prendra ses

jambes à son cou. Donc, SVP, restons polis les uns envers les autres, personne n'a le monopole de la vertu. Ce qui ne veut pas dire éludons le débat, loin de là.

3) La grève sociale

Soyons francs, ce terme est une feuille de vigne derrière laquelle se cache le vieux concept de grève générale illimitée. Ce slogan a été repris avec enthousiasme dans les assemblées générales, mais il est très mal compris par la base étudiante, qui parle souvent du même souffle de renverser les Libéraux et de s'impliquer dans la campagne électorale. Il est évident que les groupes anarchistes dominant idéologiquement le discours de l'ASSÉ et de la CLASSE, mais le greffon libertaire est loin d'avoir pris. Loin de croire que les élections sont des « pièges à cons », la plupart des étudiants grévistes attendent Charest au tournant et, comme Québec solidaire, comptent participer à ce scrutin dénoncé par les anars. Quoi qu'il en soit, la question posée par Marc Bonhomme est de savoir si la stratégie de la grève dite sociale devrait être reprise par Québec solidaire.

Bien que cela soit peu compris du public, la grève générale ne signifie pas simplement que tout le monde se met en grève à un moment donné pour protester contre quelque chose, comme les Espagnols cet été contre le gouvernement Rajoy. C'est plutôt, ainsi va la théorie, l'instant où l'ensemble de la société bascule et se réorganise sans les exploitants sur une base autogestionnaire et libertaire. Cela suppose qu'il y a une révolution en cours, qu'elle a atteint son point climax et qu'elle se déroule conformément au mode d'emploi anarchiste ou anarco-communiste. Le Québec de l'été 2012 en est-il là ? Poser la question, c'est un peu y répondre.

4) Le Québec est-il dans une situation révolutionnaire ?

Le Québec est mûr pour la révolution, et tout de suite. C'est ce qu'implique l'appel à la grève dite sociale. Vérifions l'état des troupes et commençons par les étudiants eux-mêmes. Une génération s'est réveillée, après trois décennies de léthargie et de contemplation du je-me-moi. Bravo, tout est désormais possible, ces jeunes méritent l'appui militant de nous tous. Le mouvement a toutefois été peu suivi par les étudiants en formation technique et par ceux qui sont assurés de faire rentrer l'argent à la pelle une fois leur diplôme acquis, avec ou sans dette étudiante, futurs médecins, jeunes Libéraux, etc. Affirmation à tempérer par le fait que de nombreux non-grévistes étaient d'accord avec les revendications de leurs camarades en grève et étaient présents dans les manifestations tous les 22 du mois. À la mi-août, les grévistes resteront-ils tous grévistes ? La réponse est probablement non. La loi spéciale assimile les grévistes à des démissionnaires, ils auront un échec à leur dossier, on ne peut pas blâmer les associations qui voteront la trêve le temps d'une élection générale. Donc le Grand Soir étudiant n'est pas pour demain, même si le mouvement de masse arrive à survivre le passage difficile des prochaines semaines.

Qu'en est-il de la société civile que le mouvement étudiant appelle à la rescousse depuis des mois ? La CLASSE constate, fort justement, que c'est l'absence de relai sérieux dans le reste de la population, en particulier les centrales syndicales, qui empêche pour l'instant son combat de venir à bout de l'entêtement du gouvernement Charest. J'ajouterai également l'absence de relai politique, les trois chefs de partis qui se voient premier ministre ayant tous en commun l'approbation du principe de l'utilisateur-payeur et le rejet de la gratuité scolaire au niveau postsecondaire (rayée par Marois du programme du PQ en 2010).

Il y a plus. Lorsque Charest se revendique de la « majorité silencieuse », ses sondages lui disent que le gros de la population n'a toujours pas compris les revendications étudiantes. C'est un fait, la société québécoise est divisée sur le sujet et Charest peut raisonnablement espérer (hélas) remporter la bataille des chaumières contre les étudiants. La stratégie de la grève générale illimitée dans ce contexte relève donc de la pure folie. Entre le Grand Soir immédiat prôné par les théoriciens de l'ASSÉ et la situation actuelle, où une majorité de Québécois ne comprend même pas le concept d'éducation gratuite et universelle ni l'utilité des syndicats et des luttes sociales, il y a tout un gouffre qui reste à combler.

Faire de la grève générale l'alpha et l'oméga de l'action politique relève de l'incantation magique. En l'absence d'engagement suffisant de la part des organisations de la société civile, les stratèges anarchisants exhortent les masses : faites comme nous, investissez la rue, faites des assemblées générales et faites la grève illimitée jusqu'à l'écroulement du système. Toute une stratégie ! Le Québec est-il mûr pour une mobilisation rapide et fulgurante pour renverser le néolibéralisme ? Seuls les porteurs de lunettes roses ou les agents provocateurs diront que oui. Si l'on se fixe pour objectif la fin du capitalisme, Il faut peut-être expliquer avec un peu plus de sérieux comment on compte passer du point A au point B, comment on pense rallier les forces vives du pays à l'idée révolutionnaire.

5) Réforme ou révolution ? L'éternel serpent de mer.

Marc Bonhomme exige que le programme de Québec solidaire et son action ne visent qu'un objectif : la révolution anticapitaliste (assortie de l'indépendance à gauche). Ce qui lui permet de dénoncer « la gratuité scolaire à la mode scandinave », l'indépendance « dans une perspective institutionnelle » et « la bureaucratie de gauche » censée noyauter le parti. Mmmouais... Le problème avec ce type de pensée, c'est qu'elle condamne comme faisant le jeu du système toute action qui vise à améliorer la condition des gens. Elle établit une équation absurde entre réforme et contre-révolution. Dans cette perspective, un syndicaliste qui se bat pour une convention collective qui vise à diminuer l'exploitation de ses collègues, un militant d'une association qui tente d'aider les gens de la rue, remettre des jeunes en selle, obtenir des logements sociaux ou recaser des familles de réfugiés sans le sou font eux aussi du replâtrage du capitalisme.

Réforme et révolution ne sont pas antinomiques. Une révolution, c'est quand un système ne peut plus continuer comme si de rien n'était et que le degré d'exaspération des gens est tel que l'ensemble de la société découvre les vertus salutaires de l'action collective, renverse l'ordre établi et instaure un nouvel ordre. Jusqu'à ce renversement, tous les révolutionnaires ne sont que des réformistes et, dès ce renversement, les révolutionnaires deviennent des réformistes, puisqu'ils défendent et tentent d'améliorer le nouveau système qu'ils ont mis en place. Donc qu'on nous lâche les baskets avec les déclarations de pureté révolutionnaire et les dénonciations paranoïaques de ceux qui ne sont pas membres de la chapelle. Ce n'est pas parce qu'on prône un programme électoral progressiste qu'on trahit LA cause.

Nous aurons peut-être un jour une grève générale illimitée, une société autogestionnaire, égalitaire, écologique et tout le reste. L'histoire s'accélère parfois et nous vivons un de ces moments à l'échelle planétaire, mais ne retenons pas trop notre souffle en attendant. Le désir d'un monde meilleur ne doit pas nous condamner à rejeter toute action ou tout programme en deçà de la révolution anticapitaliste. Il

va falloir d'abord faire renaître au Québec la tradition des grèves politiques comme il s'en fait couramment en Europe. Depuis l'échec du Front commun de 1972 et l'incarcération des dirigeants syndicaux de l'époque, force est de constater que les centrales québécoises et les partis ont abandonné ce genre de luttes. Les manifs populaires des 22 de chaque mois, le mouvement des casseroles, la solidarité militante et active de certains syndicats moins frileux que leurs centrales prouvent que les choses sont en train de changer, mais lentement. Lentement, voilà le maître mot. Sans patience et sans pédagogie, ceux qui rêvent du Grand Soir dans les 24 heures ne risquent qu'une seule chose : se retrouver tout seuls sur la barricade face à une population incrédule. Il ne suffit pas de croire qu'on a raison, il faut être capable de convaincre les autres qu'on a raison.

6) Québec solidaire n'est pas le véhicule politique de la révolution.

Même si tous ses membres étaient favorables au renversement du capitalisme, Québec solidaire ne serait pas pour autant un parti révolutionnaire. Pas plus que ne le sont une association étudiante, un syndicat ou toute formation enregistrée auprès du Directeur général des élections. QS est une institution définie par des lois. Amir Khadir ne peut pas lancer de pavé dans les vitrines des banques, tout comme un leader syndical ne peut pas proclamer une grève hors convention collective sans risquer de se retrouver en prison et de compromettre l'existence même de son organisation. Même la CLASSE, malgré ses coups de gueule, sait qu'elle doit faire attention à ne pas prêter le flanc aux amendes, à la répression et à la dissolution.

Plus fondamentalement, Québec solidaire est un parti dont la mission première est de faire élire des députés dans le but de faire changer le Québec dans une direction progressiste. Tout parti qui se présente aux élections est par définition un parti réformiste. Prenons un petit exemple, la loi 78 (appelée désormais loi 12). Québec solidaire et le mouvement étudiant réclament son abolition. Il ne s'agit pas de l'abolition de l'État et la proclamation universelle de l'autogestion, mais l'abolition d'une loi scélérate par une majorité de députés qui votent. Ce n'est pas la révolution, c'est du réformisme. Idem pour la gratuité scolaire. Il existe des pays avec des capitalistes intelligents qui ont compris qu'il y va de leur intérêt que la nation soit composée de gens éduqués et créatifs. Dans ces pays (scandinaves, oui, et alors ?), il y a eu des luttes sociales menées par des partis et des syndicats et l'accès aux études supérieures est beaucoup plus démocratique que dans notre république bananière du Québec ; et les jeunes ne s'endettent pas jusqu'au cou. Pourquoi QS devrait-il refuser d'améliorer ce qui peut être amélioré par la voie parlementaire, les systèmes de solidarité sociale, l'accès aux soins de santé, la lutte contre la pollution, pour les énergies renouvelables, etc. ?

7) Québec solidaire et le projet révolutionnaire

Malgré ce qui précède, il est évident que l'analyse de la société que fait Québec solidaire relève d'une pensée révolutionnaire. Nous savons tous que les maux dénoncés dans le programme de QS ne se résoudreont pas par un simple changement de majorité parlementaire à Québec. Arrêter la recherche illimitée du profit, faire rendre gorge aux 1 % qui profitent des 99 % du reste de la population, renverser la dégradation de l'environnement, stopper l'extraction des énergies non renouvelables, rejeter la croissance pour la croissance, créer une société solidaire, mettre fin au libre-échange planétaire au service de la finance, etc., etc., ça s'appelle une révolution. Ce n'est pas dans l'enceinte de l'Assemblée nationale qu'on pourra

remplacer la logique capitaliste par autre chose. Les riches et les puissants se défendront, par les urnes, par les scabs, par les campagnes de peur, par les armes, par la corruption, par le sabotage, etc. Les scénarios que nous enseignent l'histoire sont bien connus. J'enfonce là des portes ouvertes, j'énonce des vérités qui étaient tout aussi valables à l'époque des grands barbus du XIXe siècle que maintenant.

Mais une révolution, ça se fait avec toute une nation et, quand ça se produira, je suis certain que le véhicule ne sera pas un des partis de l'Assemblée nationale, si vertueux soit-il, mais beaucoup de gens nouveaux, des organisations nouvelles, issus de la spécificité d'un moment historique que nous n'avons pas encore vécu. C'est un peu comme le mouvement des casseroles et les assemblées de quartier. QS ne les a pas organisés et ne les chapeaute pas, mais les militants de QS s'y retrouvent naturellement et y participent. On peut en dire autant des militants des rares syndicats de profs et autres qui n'ont pas partagé la timidité de leurs centrales. Ce n'est pas un syndicat qui peut organiser la désobéissance civique, mais il est naturel que les vrais syndicalistes s'y retrouvent. Voilà pour le rapport entre réformistes et révolutionnaires.

En attendant, le pain quotidien d'un parti comme Québec solidaire demeure des objectifs réformistes. Par exemple, QS peut par l'action parlementaire multiplier les paliers d'impôt, faire payer davantage les plus riches et les sociétés, mais pas abolir la propriété privée des moyens de production, les banques ou l'argent. On peut, par l'adoption d'une loi, faire élire une assemblée constituante et obtenir un consensus national autour d'une déclaration d'indépendance, mais pas chasser la GRC et l'Armée canadienne du sol québécois à coup de balais ou de fusils. On peut faire tout un tas de choses qui améliorent la vie de nos concitoyens, interdire la surfacturation et l'assurance privée dans le domaine de la santé, réserver à l'école publique les fonds publics du système d'éducation, défendre la langue française, créer un revenu minimum garanti, prioriser le transport collectif par rapport à l'automobile. On peut même forger des alliances temporaires avec un gouvernement minoritaire « bourgeois » comme le PQ pour imposer des réformes fondamentales comme les élections à la proportionnelle. Ça ne renversera pas le capitalisme, mais ça ne serait pas de la haute trahison. Et ça n'empêchera pas les membres de QS de préparer à leur façon la nécessaire révolution dans d'autres cadres de leur choix.

Un dernier mot. QS est au départ une coalition de gens qui en avaient assez des activités groupusculaires et qui pensaient qu'il y avait suffisamment de militants se réclamant d'une critique radicale de la société pour présenter autre chose que des « poteaux » symboliques aux élections. La première partie du pari, dépasser les 1 % ou 2 % de l'électorat, a réussi. La fausse radicalisation anticapitaliste qu'on nous propose ramènerait ce parti au statut de groupuscule. Ce n'est pas en donnant un coup de pied dans le ventre à un policier qu'on abolit l'État policier. Et ce n'est pas en s'autoproclamant anticapitaliste qu'on abolit le capitalisme.

A. Tremblay
de Québec solidaire

Réponse à A. Tremblay

La grève sociale, l'enjeu déterminant de cette élection

A. Tremblay rejette l'appel à la grève sociale de la CLASSE parce qu'il serait déconnecté de la société québécoise. La CLASSE a certainement ses penchants anarcho-syndicalistes, que je signale et critique dans mon essai (et en partie corroborée par son porte-parole que je cite), mais elle représente l'aile la plus militante, fort nombreuse, de la jeunesse étudiante. Elle n'est pas seule à appeler à la grève sociale. Je cite un militant de la CSN qui témoigne de la spontanéité du dernier congrès pour cette option mais comme celle-ci n'était pas organisée, la direction a pu passer outre sans encombre. Et que dire de la multiplication des « *assemblées populaires autonomes (APA)* » (GRIP-Concordia, [Les assemblées populaires et autonomes de quartier \(APAQS\)](#), Presse-toi-à-gauche, 31/07/12) où cette option est fort populaire comme le montre l'exemple d'Hochelaga-Maisonneuve. Par son aile militante et manifestante s'élargissant sans cesse, la société québécoise en est rendue à poser la question de la grève sociale. On s'attendrait, élections ou pas élections, que Québec solidaire, comme parti du Québec militant et combatif, soutienne cet appel peu importe ce qu'il adviendra de la grève étudiante.

A. Tremblay confond grève sociale et crise révolutionnaire comme il confond lutte pour des réformes et réformisme. La grève sociale est la jonction entre la dispersée lutte pour des réformes et la crise (pré)-révolutionnaire. Elle tend à unifier les luttes et les revendications autour de revendications clefs de sorte à créer les « *conditions gagnantes* » d'un renversement des rapports de forces nécessaire à la satisfaction de chacune. La résistance acharnée du pouvoir, manifeste tant en Grèce et en Espagne qu'au Québec, en arrive à poser la question de la prise du pouvoir, par des élections ou autrement, par un/des partis antilibéraux/anticapitalistes ou leur coalition y compris avec des organisations syndicales et populaires. À cet égard, comment ne pas voir que les nouvelles formes de rassemblements populaires (Indigné-e-s, Occupy, mouvement des places, APA), réagissant à la crise de la forme partis/syndicats passés du réformisme, c'est-à-dire de la réforme du capitalisme comme fin en soi, au social-libéralisme, c'est-à-dire à l'atténuation et au ralentissement des contre-réformes néolibérales, se posent potentiellement comme la base d'un pouvoir populaire tels les comités d'usines, de quartiers et de villages (soviets en russe) l'étaient en leur temps.

Tout en récusant la grève sociale, A. Tremblay se réclame du camp révolutionnaire. Pour y arriver, il propose la voie de l'élection de Québec solidaire qu'il considère comme un parti déjà révolutionnaire de par son programme mais qui ne peut pas l'être en pratique parce que contraint à la fois par les limites de l'institution parlementaire et par le niveau de conscience moyen de l'électorat. Pauvre peuple québécois, il a beau manifester et re-manifester à coup de deux cent mille, il a le dos large. Autrement, dit-il, c'est le cul-de-sac groupusculaire. Mon essai explique pourquoi je souhaite aussi le renforcement parlementaire de Québec solidaire mais sans qu'il ne devienne un obstacle à la voie vers une révolution anticapitaliste, que la crise générale de notre civilisation rend urgente, comme le sont devenus l'écrasante majorité des partis de masse de gauche. Songeons que le NPD, sous de faux prétextes constitutionnels et alors qu'il cherche à consolider sa base militante au Québec au niveau requis par son électorat, s'est refusé à appuyer la lutte étudiante.

Si on admet cette contradiction entre programme anticapitaliste, caractéristique avec laquelle je ne suis pas du tout d'accord comme expliqué brièvement dans mon essai et plus explicitement ailleurs (par exemple mon article [« Un regard sur le Congrès de Québec solidaire d'avril 2012 »](#), ESSF, 30/04/12) et une pratique qui ne peut pas l'être, il faut expliquer comment cette contradiction sera résolue. A. Tremblay fait appel à la stratégie de l'Assemblée constituante pour accéder à l'indépendance laquelle permettrait l'implantation du programme de Québec solidaire. C'est là que surgit une béante double contradiction dans ses propos :

« Par exemple, QS peut par l'action parlementaire multiplier les paliers d'impôt, faire payer davantage les plus riches et les sociétés, mais pas abolir la propriété privée des moyens de production, les banques ou l'argent. On peut, par l'adoption d'une loi, faire élire une assemblée constituante et obtenir un consensus national autour d'une déclaration d'indépendance, mais pas chasser la GRC et l'Armée canadienne du sol québécois à coup de balais ou de fusils. »

Les exemples grec et espagnol, et j'en passe, suggèrent-ils que les réformes citées sont compatibles avec le pouvoir de la finance et des transnationales ? Ils démontrent, au contraire, que le pouvoir parlementaire et/ou présidentiel est devenu complètement impuissant, quelque soient les partis au pouvoir, que ne reste plus que l'espoir d'un changement du rapport de forces imposé par la rue. L'exemple de la crise d'octobre 1970, et avant elle celles des conscriptions de 1917-18 et de 1942, et même celle d'Oka en 1990, suggèrent-elles que l'armée canadienne va élégamment quitter le Québec suite à un référendum gagnant ? On peut certes discuter des moyens à prendre mais on ne pourra pas passer à côté du pouvoir par la rue pour imposer une indépendance afin d'exproprier banques et autres zinzins.

Et si on commençait dès maintenant à renforcer la dynamique de grève sociale dont la grève étudiante a créé les prémisses ? A. Tremblay s'y oppose et va même jusqu'à suggérer de *« forger des alliances temporaires avec un gouvernement minoritaire « bourgeois » comme le PQ... »*. En un mot, il se rallie au point de vue du SPQ-libre, l'aile gauche du PQ. Est-il certain de vouloir voter Québec solidaire ? Je suis par ailleurs rassuré car A. Tremblay n'est pas de ces *« léninistes-staliniens-trotskyistes-maoïstes »* et ne sera pas de ces *« piètres couards, voire des vire-capot, lorsque l'heure du changement [sera] arrivée. »* Cependant, si *« libéral »* est-il, dans le bon sens du terme, comprend-il le danger bureaucratique, que je souligne à double trait dans mon essai, qui explique essentiellement la dérive sociale-libérale de la forme partis-syndicats et aussi l'offre d'alliance au PQ de la part de la direction de Québec solidaire sans en référer au moins à un Conseil national spécial étant donné qu'elle contredisait grossièrement une résolution de congrès ?

Marc Bonhomme, 2 août 2012

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com